

# LA PRESSE EN REVUE...

MARDI 18 AVRIL 2017

## SOMMAIRE

- 1) Elle inquiète...
- 2) Le résultat pèsera lourdement
- 3) La mort du PS en balance !
- 4) Est-elle possible
- 5) Et pourquoi pas...

Gérard Diez La Presse en Revue

## I) En Europe, la campagne française inquiète et intrigue



Emmanuel Macron à Berlin, pendant la campagne électorale, le 16 avril 2017 © Reuters

**Mediapart a interviewé plusieurs chercheurs européens sur la campagne présidentielle française. Si celle-ci s'inscrit dans des recompositions politiques à l'œuvre dans différents pays du continent, elle étonne aussi nombre d'interlocuteurs par le contenu des programmes des candidats.**

**A**u-delà de nos frontières, quel regard porte-t-on sur la campagne présidentielle ? Mediapart a sollicité le regard de différents chercheurs européens pour comprendre les attentes ou au contraire le désintérêt que la présidentielle française peut susciter dans d'autres pays de l'Union. Place de l'Europe dans les débats, orientations pro-russes de nombre de candidats, incompréhension face à l'affaire Fillon, craintes devant la montée du FN... La campagne française interroge, mais confirme aussi des tendances électorales déjà à l'œuvre dans plusieurs pays européens.

### **Un intérêt moindre qu'en 2012**

En 2012, la candidature de François Hollande avait suscité beaucoup d'attentes sur le continent européen. À gauche, on espérait que le candidat socialiste allait affronter l'austérité en vigueur à Bruxelles et prônée par l'Allemagne, que son élection allait favoriser la construction d'un rapport de force plus favorable aux pays d'Europe du Sud, touchés de plein fouet par la crise et les restrictions budgétaires sans fin. Sur ce point comme sur tant d'autres, le quinquennat Hollande n'a pas répondu aux espoirs soulevés par sa candidature. Découragées sans doute par sa politique erratique, les gauches européennes ne semblent pas attendre grand-chose de cette élection 2017.

C'est le cas en Grèce, où le bras de fer de l'été 2015, par lequel la Commission européenne a réussi à reconduire la politique d'austérité en vigueur depuis 2010, humiliant au passage un gouvernement Tsipras très seul dans sa tentative de chercher des alternatives, a anesthésié tous les espoirs d'une réorientation des politiques européennes. « Même si une partie des élites du centre et de la droite continue à mettre en avant le rôle primordial de François Hollande, à l'été 2015, dans le maintien de la Grèce dans la zone euro, le président français est surtout vu à gauche comme celui qui n'a pas atteint ses objectifs

politiques, explique Filippa Chatzistavrou, de l'université d'Athènes. Il y a une énorme déception, ce qui fait qu'on ne retrouve pas du tout aujourd'hui les attentes de 2012. »



Visite de François Hollande à Alexis Tsipras, en octobre 2015 :  
« Le Grexit est derrière nous », déclare le président français © Reuters

Pour les Grecs, précise cette chercheuse en sciences politiques, « la France reste le pays qui peut sortir l'Union européenne de son immobilisme et de son obsession pour l'austérité budgétaire. Du coup, le pays entretient une relation d'échec amoureux avec la France. La voir aujourd'hui sans issue est comme un miroir qui lui est tendu : les Grecs voient dans l'élection française leur propre mort. Si Emmanuel Macron l'emporte, on voit bien qu'il agira de concert avec Angela Merkel et Martin Schulz [président du SPD, le parti social-démocrate allemand – ndlr], et on assistera à un nouvel alignement de la France sur l'Allemagne ».

Même topo en Italie où, si l'on regarde beaucoup vers Paris, c'est plutôt vers Berlin que les yeux se tournent. « La politique européenne va beaucoup dépendre de ce qui va se passer en Allemagne », pense Alfio Mastropaolo, évoquant les élections législatives qui se tiennent en septembre 2017 outre-Rhin. Ce chercheur italien de l'université de Turin observe « un certain scepticisme dans la presse » de son pays ainsi que chez les connaisseurs de la France qu'il côtoie. « Il y a comme un détachement, que j'attribue à une forme de fatalisme : désormais, on peut s'attendre à n'importe quoi, y compris la victoire de Marine Le Pen. »

La classe politique italienne n'est toutefois pas complètement indifférente à ce qui se passe en France. Début mars, l'ancien premier ministre du Parti démocrate (PD) Matteo Renzi affichait officiellement son soutien à Emmanuel Macron et adoptait même le mot-clé « incammino » (« En marche ») dans ses messages sur les réseaux sociaux. Les deux hommes partagent de fait plusieurs points communs : de même génération,

ils se présentent tous deux comme des réformateurs, sont issus des rangs sociaux-démocrates et prônent la libéralisation du marché du travail. Alfio Mastropaolo relativise toutefois ce rapprochement : « Matteo Renzi a pris parti pour Macron car il sent que c'est le candidat gagnant. Il ne travaille qu'à sa réélection ; si cela lui avait été utile, il aurait pu soutenir Donald Trump ! »

Ailleurs sur le continent, il y a eu peu de déclarations de soutien, à l'exception, outre-Rhin, des prises de position divergentes où le SPD apparaît divisé entre un Martin Schulz officiellement pro-Hamon et un Sigmar Gabriel pro-Macron – ce dernier est également soutenu par le ministre des finances conservateur Wolfgang Schäuble [lire l'article de notre correspondant à Berlin]. « L'Europe, de manière générale, est relativement absente de la campagne, explique le Britannique Sudhir Hazareesingh, professeur d'histoire politique à Oxford, dont les recherches portent sur la France. Macron est finalement le seul à mettre cette question en avant. Quant à François Fillon, si on ne savait pas qu'il était pro-européen, on penserait qu'il serait hostile à l'UE, vu qu'il n'en parle jamais... »

### **Mélenchon placé dans la même catégorie que Le Pen**

Contrairement à ce que l'on pouvait attendre après la surprise du résultat du référendum britannique de juin dernier, le Brexit ne s'est finalement pas invité dans la campagne française. « Seule Marine Le Pen en parle, note Sudhir Hazareesingh. La présidente du Front national voit en effet une séquence merveilleuse : Brexit, Trump et sa propre victoire. Mais en réalité, elle n'insiste pas tant que ça sur ce sujet, car en tant que candidate franco-française, elle n'a pas non plus intérêt à montrer qu'elle s'inspire d'exemples étrangers. Il me semble en outre que le rejet de l'Europe ne relève pas chez elle d'une conviction profonde, comme chez son père, mais plutôt d'un positionnement opportuniste. »

### **Des programmes qui étonnent**

Dans les programmes des candidats, certains points étonnent. Voire heurtent dans des pays aux préoccupations bien différentes de la France. « Si Fillon avait pu parler davantage de son programme, on aurait pu mieux saisir l'influence thatchérienne sur ses idées, relève ainsi Sudhir Hazareesingh. Ce qui aurait été assez comique

pour les Britanniques, car personne au Royaume-Uni ne se revendique aujourd'hui de cet héritage, y compris au sein du camp conservateur ! David Cameron s'en était déjà distancé, et Theresa May encore plus... Cela atteste d'un retard considérable de François Fillon, et cela nous laisse perplexes. »

À Bucarest, le chercheur en sciences politiques Alexandru Gussi, qui anime un séminaire sur la campagne électorale française, s'attarde sur les orientations en matière de politique étrangère : « Les Roumains sont interloqués par le passé communiste de Mélenchon et sa position favorable à Poutine, de même que par la dimension pro-russe de Fillon, qui était méconnue jusque-là. Du coup, Mélenchon apparaît comme un candidat extrémiste. Il est mis par les médias roumains dans la même catégorie que Marine Le Pen. » Mêmes réactions ailleurs en Europe centrale, en particulier en Pologne : « Mélenchon est présenté dans les médias comme équivalent à Le Pen, décrypte le philosophe Michał Kozłowski, et cela ne va pas plus loin. Il n'y a aucune profondeur dans l'analyse. Quant à Hamon, il apparaît comme le candidat de la gauche idéaliste, plutôt naïf que méchant. C'est finalement Macron qui est présenté le plus favorablement, en raison de son côté libéral et de la vision très stéréotypée de la gauche qu'entretiennent les élites polonaises. Pour elles, il est le représentant du statu quo au niveau européen, tandis que Marine Le Pen apparaît comme la révolutionnaire. »

Le gouvernement ultraconservateur en poste à Varsovie entretient d'ailleurs, selon cet universitaire polonais, un rapport ambigu avec le FN. « Leur cœur est du côté de Marine Le Pen, mais leur raison leur dit qu'il faut maintenir une certaine distance. En fait, le camp de la droite conservatrice est, comme le FN, dans une contradiction, car, d'un côté, il tient le discours le plus critique vis-à-vis de l'UE et, de l'autre, il ne souhaite pas réellement sa destruction en raison de la manne financière que représente Bruxelles. »

### **La déception face à l'affaire Fillon**

Au Royaume-Uni, les révélations sur Fillon ont été déflagratoires. « Pour les Britanniques, il est incompréhensible que Fillon reste candidat, explique Sudhir Hazareesingh. Au Royaume-Uni, son parti aurait trouvé un moyen pour l'empêcher de se présenter. Les éditorialistes anglais ont commenté l'affaire en estimant que Fillon aurait

dû se retirer de lui-même, pour le bien de son propre parti. Les gens sont sonnés. »

« L'exemplarité de la France en a pris un coup, estime de son côté le chercheur roumain Alexandru Gussi. L'affaire Fillon a été perçue en Roumanie comme un scandale, qui concerne la classe politique française dans son ensemble. » Dans ce pays qui s'est massivement mobilisé cet hiver contre une loi qui allait restreindre le champ de la lutte contre la corruption et où, depuis une quinzaine d'années, la classe politique a largement fait les frais d'opérations « mains propres », une telle affaire n'aurait pu éclater : « On n'a pas le droit de faire travailler sa famille quand on est parlementaire, même s'il y a des discussions à ce sujet actuellement pour faire lever cette restriction. »

En Grèce, en revanche, l'affaire Fillon n'a pas tellement ébranlé les électeurs. « Les Grecs sont anesthésiés par le niveau de corruption de notre pays, lâche Filippa Chatzistavrou. Leurs représentants, qui devraient être en prison depuis longtemps, sont toujours au Parlement ! Les médias grecs ont beaucoup parlé de cette affaire, mais il y a quelque chose de gênant dans cette couverture. Comme si Fillon occupait tout l'espace de la corruption en France ! Cela a éclipsé le Front national et ses propres scandales de financement. Les Grecs ne sont pas du tout bien informés là-dessus. »

## Fin du bipartisme

### Les inquiétudes face à la progression du FN

Pour l'Italie, où l'extrême droite – la Ligue du Nord – est déjà aux manettes de deux régions du Nord (Lombardie et Vénétie), le risque d'une présidente FN à la tête de la France est vu avec beaucoup d'inquiétude. « Entre diriger une région et diriger un pays, il y a une énorme différence, fait valoir le Turinois Alfio Mastropaolo. Chez nous, l'extrême droite n'a aucune chance de diriger l'exécutif. Elle ne prend pas du tout dans les terres du Sud. » Ce qui fait dire à ce chercheur qu'il faut être prudent lorsqu'on analyse le vote FN en termes de vote des classes populaires : en Italie, ce sont précisément dans les régions les plus riches que l'extrême droite a progressé... « Il me semble que le déplacement des voix anciennement communistes ou socialistes vers le vote FN est très amplifié par les médias français. Certes, il monte dans le Nord, où les partis de gauche ont complètement abandonné le terrain, tandis que le Front national y est très actif. Mais

cette progression ne s'observe pas partout... »

En Grèce, la montée du Front national est également observée avec crainte. Le pays, pourtant considérablement appauvri par sept années de récession, n'a été que modérément attiré par les sirènes de l'extrême droite. L'organisation néonazie Aube dorée n'a jamais fait plus de 7 % aux élections. « Son caractère violent l'empêche de progresser, analyse Filippa Chatzistavrou. À l'inverse, la normalisation de Marine Le Pen rend le Front national plus attirant pour les électeurs, alors qu'il conserve un noyau néonazi. C'est cela qui est inquiétant. »

La progression d'une extrême droite « normalisée » est aujourd'hui assez partagée en Europe. L'année dernière, en Autriche, le candidat du FPÖ (Parti de la liberté d'Autriche), en ballottage au second tour de l'élection présidentielle, est passé à un cheveu de la victoire. « Comme Marine Le Pen, Norbert Hofer a apporté au FPÖ un nouveau visage, celui de l'homme sympathique, moins agressif que ses prédécesseurs, décrypte Bernhard Weidinger, chercheur au DÖW, le centre d'archives de la résistance autrichienne, un institut de documentation et de recherches tourné vers l'histoire du nazisme et de l'extrême droite contemporaine. Et comme le FN, le parti autrichien a fait des efforts de rapprochement avec Israël, afin de se débarrasser en apparence de l'encombrant bagage de l'antisémitisme. Les deux partis sont en fait complètement alignés sur leurs deux sujets phares : l'islam et l'Union européenne, présentés aujourd'hui comme les ennemis principaux. »



Norbert Hofer, candidat de l'extrême droite autrichienne à la présidentielle, le soir du premier tour, en avril 2016 © Reuters

Ceci dit, précise le chercheur en sciences politiques, la progression du candidat autrichien a également été favorisée par l'absence de cordon sanitaire, une différence fondamentale avec l'Hexagone. « En France, en 2002, manifester et voter Chirac, ce fut évident pour contrer Le Pen.

Même si cette capacité de réaction s'est peut-être un peu émoussée, et même si la fille tirera bien mieux son épingle du jeu que le père, reste qu'il y a une tradition en France d'opposition au FN. Ce dernier n'a encore jamais été un partenaire de coalition, à la différence du FPÖ, qui l'a déjà été à maintes reprises. » La ligne anti-UE affichée par Marine Le Pen pourrait en outre lui être fatale, estime le chercheur autrichien. Norbert Hofer, rappelle-t-il, avait fini par mettre en sourdine son opposition à l'Union européenne dans la dernière ligne droite de sa campagne, conscient du risque électoral qu'il prenait dans une Autriche où le sentiment eurosceptique avait pourtant le vent en poupe. « Il faut un sentiment antieuropéen très fort pour voter pour quelqu'un dont le projet est de détruire l'Union européenne ! Cela me surprendrait beaucoup qu'une majorité de Français soient prêts à prendre le risque de quitter l'UE et votent Front national. »

Vu d'Allemagne, où le parti extrémiste AfD (« Alternative für Deutschland ») est déjà présent dans 11 parlements régionaux sur 16, le FN est paradoxalement perçu comme plus fermement installé dans le paysage français. C'est en tout cas l'avis de Michael Minkenberg, chercheur en sciences politiques à Francfort-sur-l'Oder. « Malgré sa quasi-absence de l'Assemblée nationale, l'ancienneté du Front national, son unité et le fait qu'il a toujours été dirigé par un fort leadership font qu'il est bien plus ancré dans le système politique, analyse ce spécialiste des extrêmes droites européennes. L'AfD, en revanche, est plus fragmenté. Il n'est pas visible sur le plan national et il est traversé en permanence par des querelles de leadership. À l'opposé du FN, il est en net recul dans les intentions de vote depuis plusieurs mois. » Certes, le parti français d'extrême droite inquiète outre-Rhin. « Mais on n'en est pas à décliner le modèle Trump sur la France, car le scrutin y est complètement différent et comporte deux tours. La crainte n'est pas tant que Le Pen remporte l'élection que la façon dont ses thèmes empoisonnent le débat général. De même que Sarkozy avait imposé ses sujets, la progression de l'extrême droite change la nature des débats. Et pour le pire. »

### **Des recompositions politiques communes**

Éclatement du PS, effondrement des Républicains : la déroute des partis de gouvernement traditionnels à l'occasion de cette campagne électorale n'est qu'un nouvel épisode de la fin du bipartisme en cours sur le continent européen.

Grèce, Espagne, Autriche, Italie, Pays-Bas sont déjà, chacun avec leurs particularismes, dans une telle recomposition. En Autriche, pour la première fois depuis l'après-guerre, aucun des deux partis gouvernementaux n'est arrivé au second tour de la présidentielle de l'année dernière. Électeurs autrichiens et français ont ceci en commun qu'ils expriment « un énorme désaveu à l'égard des partis au pouvoir », estime Bernhard Weidinger. « L'élimination des sociaux-démocrates du SPÖ et des conservateurs de l'ÖVP dès le premier tour a été un révélateur de la perception que les Autrichiens ont de leur gouvernement.

Ceci dit, le scrutin présidentiel en Autriche est moins important qu'en France, le président ayant un rôle bien moindre dans notre système institutionnel. Du coup, ce scrutin est utilisé par les électeurs comme un catalyseur de leur colère. Il me semble qu'en France, on vote à la présidentielle en étant plus informé et plus conscient des conséquences de son choix. »

Que ce vote soit plus réfléchi ou non, le PS semble en tout cas promis, le 23 avril, à un score historiquement bas, qui n'est pas sans rappeler la débâcle du parti social-démocrate néerlandais, il y a tout juste un mois. « Actuellement en Europe, la social-démocratie est affaiblie électoralement, mais elle se trouve aussi sans projet politique suffisamment distinct et sans vitalité transformatrice, analyse le chercheur grec Gerassimos Moschonas, qui a effectué des calculs sur les résultats électoraux de 13 partis sociaux-démocrates européens depuis les années 1950. Au total, ces partis ont perdu en moyenne près de 35 % de leur force électorale par rapport aux années 1950.

La contraction électorale est très forte et atteint son point culminant dans les années 2000-2017, car la tendance s'est aggravée depuis le début de la crise financière, en 2008 : au lieu d'inverser la tendance, la crise économique a aggravé un infléchissement vieux de plus de 40 ans. Et les partis sociaux-démocrates du sud européen (Espagne, Portugal, Grèce) ont perdu 44 % de leur force électorale par rapport aux années 1980. »

Le PASOK grec est en tête de cet effondrement, puis vient le PSOE, le parti socialiste espagnol, mais aussi le parti socialiste portugais, qui enregistre des pertes importantes, même s'« il résiste mieux ». Pour ce spécialiste de la social-démocratie européenne, « on assiste à une déstructuration électorale fondamentale, profonde, qui ne s'arrête pas. Les difficultés du PS s'inscrivent dans cet affaiblissement général ».

## « Un parti sans stratégie idéologique ne peut tenir dans la durée »

Gerassimos Moschonas, qui enseigne à l'université Panteion à Athènes, estime que le candidat Hamon pâtit en outre de deux faiblesses : « Il porte avec lui – et, en partie, malgré lui – un mauvais bilan gouvernemental, et il n'a pas su s'imposer dans une campagne électorale où la personnalisation de la compétition constitue l'un des traits des plus marquants.

Il lui manque, en dépit de la cohérence et d'une certaine solidité du personnage, le rayonnement personnel que réclame le système semi-présidentiel français. Ce n'est pas parce qu'il est trop à gauche que Benoît Hamon est en difficulté : Mélenchon aussi est à gauche et on ne peut pas dire que ça lui porte préjudice.

On retrouve d'ailleurs un problème similaire au sein du Labour au Royaume-Uni : de la même manière que Jeremy Corbyn, en dépit de ses talents, n'est pas perçu – ou pas encore – comme “premier ministrable”, Hamon n'a pas assez convaincu comme “présidentiable”. Ce n'est pas une question de programme, c'est lié à l'équation personnelle du candidat. »

Le parallèle Hamon-Corbyn interpelle également le chercheur britannique Sudhir Hazareesingh : « L'organisation permanente du Labour ne soutient pas Corbyn, exactement comme l'appareil du PS fait le service minimum auprès d'Hamon, alors que ce dernier a été désigné candidat par la primaire du parti. Où sont Arnaud Montebourg, Ségolène Royal... dans les meetings ? Plus personne ne veut se mouiller. »

De là à prédire la fin du PS... Ce serait peut-être aller un peu vite en besogne. « Il faut regarder l'Histoire, avance, prudent, Gerassimos Moschonas. Au niveau européen, la famille socialiste est profondément affaiblie d'un point de vue électoral, mais elle demeure la plus stable d'un point de vue organisationnel.

Certes, le parti socialiste français est dans une passe très difficile et cela peut aboutir à une scission. Certes, aussi, l'élection présidentielle a toujours été un terrain qui favorise les recompositions politiques. Mais l'Histoire montre que le PS a une capacité de résilience organisationnelle. Plusieurs scénarios restent possibles : le pire pour le PS, à savoir une scission profonde, n'en est qu'un parmi beaucoup d'autres.

Les difficultés du parti démocrate italien (PD) sont-elles prémonitoires ? Le PD a vu son aile gauche partir cet hiver [voir notre reportage à Rome], tout comme, en Grèce, l'aile gauche de Syriza avait quitté le parti de Tsipras, un an et demi plus tôt. « Les divisions au sein du PD sont avant tout liées à des histoires de personnes, précise Alfio Mastropaolo. L'attitude de Matteo Renzi a été très brutale envers l'ancienne garde du parti et, paradoxalement, l'électorat du PD reste pour l'instant, dans les intentions de vote, fidèle au parti. Ce qu'il y a de commun en revanche à l'Italie et la France, c'est le niveau d'indignation par rapport à la classe politique. J'observe un sentiment de résistance assez diffus ; si une opportunité de résistance existe dans son propre camp politique, on va la saisir, en votant par exemple extrême gauche quand on est un électeur de gauche ; si elle n'existe pas, on va s'abstenir. »

## Un révélateur des difficultés des gauches européennes

La campagne française, in fine, est à l'image des difficultés dans lesquelles sont plongées les différentes gauches européennes. « Je retrouve dans les discours de campagne la même faiblesse que Syriza en 2015, observe la Grecque Filippa Chatzistavrou. Les candidats critiques de l'UE font comme s'il était facile de retourner la table... En réalité, il est très difficile, quand on est dans l'opposition, de trouver des alternatives viables à un modèle dominant. Je vois des idées intéressantes, comme le revenu universel, mais rien qui puisse constituer un socle efficace pour la gauche. » Les sociaux-démocrates et la gauche radicale du continent sont pris dans « un triangle infernal », renchérit Gerassimos Moschonas : « Celui du changement sociologique – avec la déstructuration de la classe ouvrière –, de la mondialisation et de l'Union européenne. Les sociaux-démocrates ont eux-mêmes été complices de la mondialisation néolibérale et l'Europe, pour plusieurs raisons, est devenue le centre mondial le plus important du conservatisme économique. La gauche dans son ensemble est piégée dans ce triangle sans précédent historique. »

## La fausse nouveauté de la candidature Macron

La figure d'Emmanuel Macron, si elle est totalement nouvelle dans le paysage français en tant que candidature hors parti, n'est pas neuve sur le continent européen. Des formations similaires à En Marche ont éclos çà et là ces dernières années. En Grèce, To Potami (« La Rivière ») a ainsi émergé aux élections de 2015

sur les décombres d'un bipartisme finissant. Formée autour d'un personnage médiatique, Stavros Theodorakis, voulant incarner un mouvement « ni droite ni gauche », mais très favorable aux intérêts des entreprises – et d'ailleurs essentiellement suivi par les milieux économiques –, très couverte par les médias, cette formation avait recueilli 6 % aux législatives de janvier 2015. « Aujourd'hui, elle ne représente pratiquement plus rien dans l'opinion publique, estime Filippa Chatzistavrou. Le mouvement s'est évaporé. Cela montre qu'un parti qui n'a pas construit sa base, qui n'a pas de stratégie idéologique, ne peut pas tenir dans la durée. C'est la nouveauté, le côté "showman" qui font que cela marche au début ; mais ensuite, ça se dégonfle rapidement. »

L'exemple grec donne à réfléchir... « La principale différence avec le cas français, poursuit la chercheuse athénienne, tient au fait que Macron arrive avant la catastrophe, alors que Potami remplissait un vide dans un paysage déjà apocalyptique. La conséquence, c'est qu'En Marche peut encore camoufler pendant un certain temps l'effondrement du PS : Macron peut faire vivre cette idée chimérique qu'il n'y a pas de grave bouleversement, que la Ve République est encore viable... Et cela peut nuire à la compréhension de la recomposition du jeu politique et cacher la grande mutation à l'œuvre. »

Le personnage de Macron a également quelque chose de familier pour Alexandru Gussi : « Macron, qui est selon moi un phénomène d'androgynie politique en ce qu'il cherche à prendre le meilleur, selon lui, de la gauche et de la droite, a deux équivalents en Roumanie. Son mouvement me semble proche de l'Union pour sauver la Roumanie, qui a fait environ 10 % aux dernières législatives. C'est un parti sans identité politique, avec des gens qui ne faisaient pas partie auparavant du système et qui, pour l'instant, ne se sont pas décidés entre droite et gauche. Mais le candidat français rappelle également la figure de Dacian Cioloș, ancien premier ministre et ancien commissaire européen, un technocrate dont les discours ressemblent très fortement aux siens. Comme lui, il est dans une ambiguïté : il se présente comme une sorte d'antisystème tout en ayant été produit par le centre du jeu politique. »

## II) Lettre ouverte à nos concitoyen-e-s qui doutent et s'inquiètent, à juste titre

L'élection présidentielle à venir va constituer un tournant politique majeur. Le résultat pèsera lourdement sur notre vie à toutes et tous. Or, nous sommes des millions que ce rendez-vous plonge dans le doute, l'inquiétude, voire la colère.

Nos doutes portent sur l'utilité même du vote et sur notre capacité collective à porter plus haut la démocratie et la République. Ils portent sur la capacité et la volonté de candidats, dont le rôle est de défendre le bien commun, de porter nos valeurs de justice, de solidarité, de respect des libertés, d'honnêteté. Ils sont alimentés par les trahisons subies, la prolifération des divisions, des querelles, des concurrences d'ego et par une campagne électorale qui fait aussi peu de cas des grands enjeux d'avenir que des urgences d'aujourd'hui.

Ces enjeux et ces urgences, nous les connaissons : ils s'appellent chômage et racisme, discrimination et crise du logement, privilèges contre l'égalité des droits, services publics et territoires abandonnés, violences sociales et violences policières, Europe en crise, défi écologique à relever, militarisation du monde.

Nos inquiétudes ne font que croître, au fur et à mesure que nous assistons à la radicalisation sans limite de la droite anciennement républicaine et que nous voyons grandir l'hypothèse d'une possible victoire électorale des forces d'extrême droite qui nous confisquerait le droit de choisir notre avenir.

La Ligue des droits de l'Homme n'a pas vocation à dicter son vote à qui que ce soit. C'est aux citoyennes et aux citoyens qu'il revient de faire des choix. Elle entend, en revanche, affirmer que l'engagement est nécessaire par le vote, et au-delà s'adresser solennellement à chacune et chacun.

Certains estiment qu'aucun candidat ne porte les réponses nécessaires, d'autres avanceront que ce ne sont ni les candidats ni les élections qui assureront un changement réel et profitable à l'intérêt général. D'autres encore se font à l'idée de ne pas voter, faute d'un choix suffisamment clair à leurs yeux.

Tout cela peut se discuter. Mais à tous, nous disons : votez. Votez avec vos doutes, avec vos insatisfactions, vos inquiétudes, vos convictions. Mais votez avec la démocratie au cœur, avec la liberté en tête et la fraternité au corps.

Nous pouvons d'autant moins être spectateurs que nous sommes, toutes et tous, acteurs de la société civile, porteurs de propositions et de pratiques associatives qui témoignent de la vitalité de nos pratiques en matière de solidarité.

Il n'est certes pas certain qu'un monde meilleur émerge des urnes. Mais il peut être pire, largement pire. Dans ce monde-là, nos cœurs seront sommés de ralentir, nos idées seront promises au bâillon et nos droits au pilon. Ce monde-là serait plus dur pour les faibles et plus violent pour tous.

Rien ne serait pire que de le voir advenir à cause d'une absence de mobilisation citoyenne.

Chacune, chacun tient entre ses mains un fragment de notre combat, un morceau d'avenir.



[ldh-france.org](http://ldh-france.org)

[LAPRESSEENREVUE.EU](http://LAPRESSEENREVUE.EU)

### III) 23 avril 2017 : Hamon est éliminé de la présidentielle, les socialistes fêtent la mort du PS

Par Bruno Rieth

**C'est peut-être le seul point d'accord entre les socialistes aujourd'hui : le PS est mort, et bientôt enterré.**

On les pensait divisés, nos socialistes français. Embourbés dans une lutte fratricide accentuée par la victoire surprise de Benoît Hamon à la primaire, suivie de sa lente dégringolade dans les sondages. Et pourtant... Malgré des noms d'oiseaux et mots acides échangés sur les plateaux de télévision ou sur leurs comptes Twitter, les héritiers de François Mitterrand sont en fait d'accord sur l'essentiel. Tous partagent un même constat, clinique, historique : le PS est mort !

Passé en-dessous des radars médiatiques, le premier d'entre eux, Jean-Christophe Cambadélis, capitaine d'un bateau à la dérive, a récemment vendu la mèche. Interrogé par le journal Sud-Ouest sur les chances de voir le parti survivre sous sa forme actuelle à un congrès post-présidentielle, le premier secrétaire se lâche : "Le prochain congrès marquera la fin définitive du cycle d'Epainay ouvert par Mitterrand en 1971 (...) C'est une toute nouvelle époque qui commence. Je proposerai un nouveau projet progressiste, un vrai renouveau, un vrai dépassement du PS". On ne peut être plus clair.

#### **En vrai, le PS est mort en 2002**

Sur la fin de l'aventure lancée en 1971, tous partagent ce regard historique. Gaëtan Gorce, sénateur de la Nièvre qui a créé son propre mouvement "Le temps des cerises" début décembre, date la fin de ce cycle juste un peu plus en amont : "Nous avons en fait perdu presque 10 à 15 ans. C'est à la fin des années 90, puis avec la défaite de Lionel Jospin en 2002, que ce cycle d'Epainay s'est achevé, avec une radicalisation de la société sur les questions de sécurité, l'impact de la désindustrialisation et l'émergence de la question européenne. Autant de questions que nous n'avons pas pensées, réfléchies. Cette phase de délitement a donc commencé dès 2002. Aujourd'hui, nous sommes dans une phase de décomposition. C'est pour ça que c'est aussi brutal".



*Aujourd'hui, nous sommes dans une phase de décomposition. C'est pour ça que c'est aussi brutal.*

### **Gaëtan Gorce, sénateur socialiste de la Nièvre**

Direct, comme à son habitude, Francis Chouat, maire d'Evry et ami de Manuel Valls, tranche dans le vif : "Le parti socialiste ne pourra pas rester tel qu'il est après la présidentielle ».

Selon lui, le congrès d'Epinay c'était surtout "le début d'une hégémonie d'un nouveau parti, le PS, sur la gauche non communiste.

Or les sondages donnés au candidat socialiste à la présidentielle, s'ils se confirment, actent la fin de cette phase". Mais entre lui et Jean-Christophe Cambadélis s'érige tout de même une différence de taille.

"Ceux qui pensent pouvoir convoquer un congrès en urgence, en septembre, pour nous faire avaler la pilule de la présidentielle, sa stratégie, et qu'on reparte ensuite, font une grosse erreur d'analyse.

Qu'est-ce qu'on ferait, le congrès de Tulle ?", analyse-t-il dans un rire gourmand. S'ajoute cette volonté de tourner la page politique de la synthèse à la sauce Hollande, avec une explication de texte qui pourrait bien arriver plus tôt que prévu.

*Le parti socialiste ne pourra pas rester tel qu'il est très longtemps*

### **Francis Chouat, maire d'Evry et proche de Manuel Valls**

Pour les vallsistes, cela commencera dès le matin du 24 avril si le score de Benoît Hamon tourne autour des 10% - pis, s'il se retrouve derrière Jean-Luc Mélenchon.

Sinon, les élections législatives apporteront un autre prétexte. "Après la présidentielle et les législatives, il y aura bien sûr encore un PS, comme en 1971 il y avait encore la SFIO, mais la constitution d'un pôle réformiste auquel Manuel Valls apportera sa pierre devra avoir une traduction à l'Assemblée nationale.

A ce moment-là, il y aura des confrontations", prédit Francis Chouat. Discussions qui, sur le papier, tourneront en faveur des vallsistes, avec une centaine de parlementaires fidèles aujourd'hui contre une petite quarantaine pour les frondeurs de Benoît Hamon.

### **"On ne peut plus se contenter d'une rénovation intra-muros"**

Justement, celui qui fut un temps le chef de cette petite troupe estime lui aussi que nous vivons "une accélération de l'Histoire, avec un paysage politique français qui se disloque". Christian Paul, député de la Nièvre, s'est interrogé sur ce moment dans un essai politique intitulé Les îles et l'archipel, pourquoi la gauche (re)vivra, dans lequel il écrit : "Nous avons un immense besoin d'un nouveau parti, et surtout s'impose l'exigence d'un parti nouveau (...) L'heure n'est plus seulement pour le Parti socialiste à 'ouvrir les portes et les fenêtres' après s'être bunkérisé durant cinq ans". Et cette conviction profonde, comme il l'explique à Marianne, qu'"il faut travailler absolument à la réinvention de la gauche française.

Car il ne s'agit pas de faire un simple congrès, ça n'aura aucune efficacité ni aucune attractivité. On ne peut plus se contenter d'une rénovation intra-muros". Une rénovation avec l'ensemble des acteurs de la gauche, donc, mais pas avec tous ceux qui se revendiquent encore du PS. "En soutenant Emmanuel Macron au lieu de Benoît Hamon, Manuel Valls s'est mis de facto en dehors du PS. Au moins, c'est clair pour la suite", juge-t-il, lui qui n'a toujours pas digéré que François Hollande et son Premier ministre aient "imposé une ligne sociale-libérale sans qu'elle soit le fruit d'une alliance majoritaire C'est ce qui nous a conduit où nous sommes".

*Il faut travailler absolument à la réinvention de la gauche française. Car s'il ne s'agit pas de faire un simple congrès.*

### **Christian Paul, député de la Nièvre et chef des frondeurs**

Et c'est bien là où le bât blesse : la fin de cette campagne présidentielle tend à fâcher définitivement les socialistes. Pour le vallsiste Francis Chouat, si le candidat du PS se rapproche dangereusement d'un score à un chiffre le 23 avril, s'est avant tout à cause de sa propre stratégie : "Quand on choisit de faire un tête à tête-à-tête avec Mélenchon, il faut s'assurer avant d'avoir les épaules suffisamment solides pour lui faire plier un genou. Aujourd'hui, c'est Benoît Hamon qui a les deux à terre."

Le soir du 23 avril, dira-t-on "ci gît le Parti socialiste" ? François Hollande, dans son livre confiance Un président ne devrait pas dire ça..., confiait à ses interlocuteurs qu'il rêvait pour le PS

d'"un acte de liquidation. "Il faut un hara-kiri", diagnostiquait-il. Les socialistes s'y préparent.



par Bruno Rieth



## IV) L'Assemblée Constituante voulue par Jean-Luc Mélenchon est-elle possible ?

**La convocation d'une assemblée constituante, point phare du projet de Jean-Luc Mélenchon fait débat parmi les constitutionnalistes. S'il est élu Président, il devra convaincre et rassembler une large majorité des citoyens pour parvenir à une 6e République.**

Par Yann Quercia @YannQuerciaa

La convocation d'une assemblée constituante, point phare du projet de Jean-Luc Mélenchon fait débat parmi les constitutionnalistes. S'il est élu Président, il devra convaincre et rassembler une large majorité des citoyens pour parvenir à une 6e République.

A 10 jours du premier tour de l'élection présidentielle, Jean-Luc Mélenchon est porté par une dynamique très favorable dans les sondages. Point essentiel de son programme, le candidat de la France Insoumise souhaite passer à une 6e République par la convocation d'une assemblée constituante. Comment souhaite-t-il s'y prendre ? Sur son site il est expliqué: « Convoquer un référendum (article 11 de la Constitution) pour engager le processus constituant (modalités de la composition de l'Assemblée constituante — mode de scrutin, parité, tirage au sort et incompatibilités ; modalités de la délibération ; association des citoyens aux travaux...) ». En effet il entend s'appuyer sur l'article 11 pour organiser un

référendum dans la foulée de son élection.

La nouvelle Constitution dont la France a besoin doit être radicalement nouvelle, y compris dans sa méthode d'écriture : elle ne peut être un simple rafistolage de la 5e République, ni se résumer à quelques réformes octroyées par le futur président de la République. C'est le peuple lui-même qui doit s'emparer de la question et s'impliquer tout au long d'un processus constituant. Nous proposons la convocation d'une assemblée spécifiquement chargée de rédiger une nouvelle Constitution sous le contrôle des citoyens : une Assemblée constituante. Nous soumettrons à ses travaux des propositions pour une 6e République démocratique, égalitaire, instituant de nouveaux droits et imposant l'impératif écologique.

Nous proposons de réaliser les mesures suivantes :

Convoquer un référendum (article 11 de la Constitution) pour engager le processus constituant (modalités de la composition de l'Assemblée constituante — mode de scrutin, parité, tirage au sort et incompatibilités ; modalités de la délibération ; association des citoyens aux travaux...)

Aucun parlementaire des anciennes assemblées de la 5e République ne pourra siéger dans cette Assemblée constituante. Les délégués à l'Assemblée constituante ne pourront être candidats aux élections suivant l'entrée en vigueur de la nouvelle Constitution

Le projet de Constitution proposé par l'Assemblée constituante sera soumis à un référendum d'approbation

Cet article permet au président de la République de soumettre un projet de loi directement à l'ensemble des électeurs à partir du moment où le texte proposé porte obligatoirement sur l'organisation des pouvoirs publics, les réformes de politique économique, sociale ou environnementale ou sur la ratification des traités.

La modification de la constitution ou la création d'une nouvelle constitution nécessite l'utilisation de l'article 89. Il faut alors une majorité à l'Assemblée nationale et au Sénat pour faire adopter son projet. Cette condition semble peu probable et c'est pourquoi Jean-Luc Mélenchon souhaite recourir au référendum et donc à l'article 11.

**« Ce que veut faire Jean-Luc Mélenchon est un coup d'Etat »**

Pour Jean-Philippe Derosier, constitutionnaliste, professeur de droit public à l'Université Lille 2, « pour convoquer une constituante, et confier une compétence constitutionnelle, il faut un cadre réglementaire. Ce cadre réglementaire n'est possible que par une loi constitutionnelle qui serait adoptée par l'article 89. La procédure de révision constitutionnelle pourrait ne pas aboutir car il faut un accord entre l'Assemblée nationale et le Sénat. »

Le recours à l'article 11 est possible mais « serait dans tous les cas bloqué par le Conseil constitutionnel qui pourrait s'y opposer en contrôlant le décret de convocation des électeurs. Néanmoins, Jean-Luc Mélenchon élu et disposant d'une majorité à l'Assemblée nationale confierait

aux députés le soin d'adopter une révision constitutionnelle. Même si le Sénat s'oppose au projet, en considérant que c'est une institution mineure, il pourrait alors définitivement valider sa démarche par référendum. »

Dominique Rousseau, professeur de droit constitutionnel à Paris 1 Panthéon Sorbonne, le répète : « l'article 11 ne permet pas de réviser la constitution ou de convoquer une constituante. » Il ajoute « ce que veut faire Jean-Luc Mélenchon est un coup d'Etat. »

Il explique ensuite comment le candidat de la France insoumise pourrait entamer cette démarche de nouvelle constitution avec la « création d'une commission de citoyens tirés au sort, de parlementaires, syndicalistes ou juristes. Cette commission pourrait organiser un débat public pendant un an et faire des propositions pour revoir plusieurs articles de la Constitution via une loi permettant une révision. »

Enfin il conclut en rappelant que « la Constitution est une garantie pour le peuple que les élus n'abusent pas de leur pouvoir. »

<http://dai.ly/x5i91t5>

### **« Utiliser l'article 11 pour créer une Constituante, ce n'est pas dramatique »**

Dans un article du Monde du 13 avril, Marie-Anne Cohendet, professeur de droit à Paris 1 ne s'oppose pas juridiquement à l'utilisation de l'article voulue par Jean-Luc Mélenchon : « C'est la procédure la plus démocratique qui soit pour adopter une Constitution. Utiliser l'article 11 est une violation de la Constitution mais peut-on s'en passer ? Non. Est-ce dramatique ? Oui si c'est pour mettre en place un régime autoritaire. Non, si c'est pour mettre en place une Constituante. »

Pour répondre aux critiques des constitutionnalistes, Charlotte Girard, maitresse de conférences en droit constitutionnel à Paris X, auteur de cette partie du programme de La France insoumise, avance deux arguments: « C'est un projet de loi référendaire qui a pour but de créer un nouveau corps mais pas une constitution. La question posée sera : êtes-vous pour la convocation d'une constituante ? La question sera accompagnée des modalités de création de la constituante. De plus l'article 11 permet de proposer un projet de loi portant entre autre sur l'organisation des pouvoirs publics. »

Ce projet de loi référendaire n'appelle donc pas à une modification ou à la création d'une nouvelle constitution. C'est donc sur cette subtilité que Jean-Luc Mélenchon entend entamer son projet de création de nouvelle Constitution. Une fois le referendum approuvé, la constituante entamera la rédaction de la Constitution.

Deuxième argument : « Depuis 1962, le Conseil Constitutionnel s'est déclaré incompétent pour un contrôle en matière de loi référendaire. Il n'examine pas le fond de la loi.» Jean-Luc Mélenchon prévoit deux ans au maximum pour créer cette constitution. « Au bout de ces deux ans, la Constitution sera soumise au peuple par referendum. »

C'est à ce moment que le Conseil Constitutionnel pourrait s'opposer au projet de nouvelle constitution. En effet, nous nous retrouverions face aux mêmes arguments avancés par les constitutionnalistes. Il serait à ce moment difficile de ne pas entrer dans un rapport de force. A la question posée : irez-vous jusqu'au bout du processus ? Charlotte Girard répond oui. Elle ajoute : « Est-ce que neuf personnes issues de l'Ancien Régime peuvent s'opposer à la volonté d'une majorité du peuple ? Je ne crois pas. »



**LAPRESSEENREVUE.EU**

## V) Mélenchon, le second tour en ligne de mire

A une semaine du premier tour, le candidat de La France insoumise a rappelé son programme devant de nombreux partisans, et entrevoit la possibilité d'un second tour.



Jean-Luc Mélenchon, à un meeting de campagne sur la prairie des Filtres, à Toulouse, le 16 avril. JEAN-CLAUDE COUTAUSSE / FRENCH-POLITICS POUR LE MONDE

C'est sur le bord de la Garonne, à la Prairie des filtres, que Jean-Luc Mélenchon a lancé sa dernière semaine de campagne. Dimanche 16 avril, à Toulouse, le candidat de La France insoumise avait donné rendez-vous à ses partisans sur cet espace, foulé autrefois par le « grand Jaurès », auquel l'ex-socialiste a rendu hommage. « Nous marchons dans ses pas », s'est-il exclamé.

Devant plusieurs dizaines de milliers de personnes – 70 000 selon les organisateurs –, brandissant de nombreux drapeaux français, le député européen a rendu coup pour coup aux nombreuses attaques de ses adversaires. Le ton est tranquille mais déterminé. M. Mélenchon décrit cette « France belle et généreuse qui commence chaque jour comme un matin neuf sous sa devise, “Liberté, Egalité, Fraternité”. » Une France qui ne serait, selon lui, ni « cette paroisse du XIXe siècle » voulue par François Fillon, ni « ce sac à puces d'agités » proposé par Emmanuel Macron, ni « cette machine à haine » suscitée par Marine Le

PEN . Le tout sous les huées de ses partisans qui scandent « résistance, résistance ».

### Omniprésence médiatique

Mais c'est au candidat de la droite que M. Mélenchon a réservé ses coups les plus durs. Les deux hommes sont toujours au coude-à-coude dans les sondages pour la troisième place. A une semaine du premier tour de la présidentielle, le 23 avril, le chef de file de La France insoumise n'entend rien lâcher, lui qui compte bien créer la surprise en accédant au second tour. Et de rhabiller son adversaire, qui a reçu en cadeau deux costumes de l'avocat Robert Bourgi, pilier de la Françafrique, pour une valeur de 13 000 euros :

*« Je dis à M. Fillon, qui aime bien les beaux habits, que bientôt le peuple français va lui offrir une veste électorale cousue main. »*

Manquait à l'appel le nom de François Hollande qui, au moment où M. Mélenchon prononçait son discours, s'en prenait de nouveau à son ex-camarade dans un entretien diffusé dans la soirée sur France 5, mais annoncé à l'avance. « Jean-Luc Mélenchon, il ne représente pas la gauche que je considère comme celle qui permet de gouverner, et il a des facilités qui quelquefois tombent dans le simplisme », a notamment accusé le chef de l'Etat. « Je trouve que les détestations personnelles de François Hollande l'aveuglent. Quand je suis à 18 %, il pense que je sens mauvais. Mais qu'a-t-il dit quand Marine Le Pen était à presque 30 % ? », avait cependant déjà réagi M. Mélenchon samedi, dans un entretien à Ouest-France.

Pendant le week-end, le candidat de La France insoumise s'est démultiplié dans la presse pour tenter de rassurer sur son projet présidentiel. « Je ne suis pas d'extrême gauche », a-t-il clamé dans Le Parisien. La sortie des traités européens qu'il prône dans son programme ? « Un pari raisonnable. » Ses 173 milliards d'euros de dépenses ? « Mon programme rapporte plus qu'il ne coûte. » L'Alliance bolivarienne pour les Amériques (ALBA) ? « Je n'ai pas l'intention de faire Cuba en France. »

Dimanche, à Toulouse, il est longuement revenu sur son projet d'adhésion, à travers la Guyane, la Martinique et la Guadeloupe, à cette organisation de coopération latino-américaine qui regroupe notamment le Venezuela, Cuba, le Nicaragua ou la Bolivie, dénonçant les propos de ses adversaires et du « parti médiatique ». « On vous dit que le programme L'Avenir en commun vous proposerait de quitter l'Union européenne pour adhérer à l'ALBA. Eh bien non, ce n'est pas le projet », a-t-il critiqué, citant les multiples accords bilatéraux signés par la France avec la Russie, l'Iran ou le Venezuela.

Dans son discours, l'ancien sénateur a également célébré un « hymne à la liberté », qu'il a décliné sous toutes ses formes. Liberté de la presse, d'abord. « L'heure de votre libération approche ! », a-t-il très sérieusement lancé aux journalistes. Comprendre que, s'il est élu, il souhaite mettre fin à la précarité dans les médias, car « c'est la peur des chefferies de rédaction et c'est la peur de tous les maîtres qui tient les cerveaux ». M. Mélenchon a poursuivi avec la « liberté de conscience », « matrice de toutes les autres libertés ». « Président de cette République, j'appliquerai et ferai décider la laïcité la plus complète dans ce pays », a précisé le candidat.

L'Etat, a-t-il assuré, devra montrer l'exemple, en commençant par un service public « strictement laïc ».

### « Ne criez pas mon nom »

Cette thématique de la liberté lui a enfin permis de développer de nombreux autres points de son programme : constitutionnalisation du droit à l'avortement, allocation d'autonomie pour les jeunes, augmentation du smic, partage du temps de travail, droit de révoquer les élus en cours de mandat... « Nous sommes le camp, le mouvement de ceux qui organisent les moyens de la liberté », a vanté le député européen.

Quand M. Mélenchon en vient à évoquer la loi El Khomri et les « traités européens austéritaires », la foule lui répond dans un souffle puissant : « Dégagez ! Dégagez ! Dégagez ! » Un mot d'ordre qu'il a lui-même encouragé avec son concept de « dégagisme », repris du « printemps arabe » de 2011 en Tunisie. « Les importants, les puissants, les maîtres de la terre, vous avez des raisons de vous inquiéter ! Ecoutez-les ! », lâche l'ex-socialiste.

De sonores « Mélenchon, président ! » fusent alors. Ce dernier les arrête, comme il le fait toujours – « Ne criez pas mon nom », insiste le leader de La France insoumise – mais conclut sur la possibilité, à portée de main selon lui, d'un second tour : « Il est possible, c'est ce qu'on nous dit, que tout se joue à quelques voix. S'il en manque une poignée, alors il faudra surmonter ce que nous aurons ressenti pour continuer à tracer ce chemin. Mais si cette poignée nous est quand même donnée (...), alors nous triompherons sous le soleil ardent. » De quoi galvaniser encore un peu plus des troupes déjà survoltées.

Raphaëlle Besse Desmoulières (Toulouse, envoyée spéciale)  
Journaliste au Monde

lemonde.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

**A Suivre...**  
**La Presse en Revue**